

La Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA)

Émilie van Haute

La Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) est fondée en 2001 et participe pour la première fois à un scrutin à l'occasion des élections fédérales de 2003. Cependant, elle trouve ses racines dans une longue histoire de l'expression politique du nationalisme démocratique en Flandre et peut être considérée comme l'héritière de la Volksunie (VU). Il est dès lors impossible de comprendre la N-VA sans revenir sur l'histoire de la VU, qui a occupé une place de choix dans le paysage politique belge jusqu'au début des années 2000. Forte de ses succès électoraux, elle y a exercé une influence politique et culturelle non négligeable¹. Cependant, face à un déclin électoral et des tensions internes importantes, la VU a disparu du paysage politique en 2001. Cette disparition questionnait l'avenir du nationalisme démocratique comme offre politique distincte. La VU a laissé place à deux formations politiques, Spirit et la N-VA. Seule cette dernière a survécu et est même parvenue à s'imposer comme parti dominant dans l'espace politique en Flandre, venant contredire l'idée d'obsolescence du nationalisme démocratique.

Cette contribution s'articule en cinq temps. La première partie s'attache à relater l'histoire de la N-VA, ses origines et son développement. La deuxième est dédiée aux caractéristiques organisationnelles du parti. La troisième traite des performances électorales du parti, alors que la quatrième se penche sur son rapport au pouvoir. La cinquième partie analyse les évolutions en termes d'idéologie et de positionnement politique du parti. Enfin, la conclusion aborde la question des perspectives du parti et des défis auxquels celui-ci est confronté.

¹ É. van Haute, « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti », in P. Delwit (éd.), *Les Partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 243-264.

Origines et développement

La N-VA est fondée en 2001 sur les cendres de la défunte Volksunie. Dès l'indépendance de la Belgique en 1830, des tensions émergent sur les questions linguistiques et culturelles. Le pays est gouverné par une élite essentiellement francophone, malgré la présence d'une majorité d'habitants néerlandophones. C'est à cette époque qu'une relation centre-périphérie se met en place. La Flandre se situe alors sur le versant périphérique du clivage. Petit à petit, un mouvement de protestation s'organise autour de la revendication de la reconnaissance du néerlandais comme langue officielle. La mutation de ces tensions en clivage et leur expression politique à travers la création d'un parti s'opèrent après la Première Guerre mondiale. Le Frontpartij, premier parti principalement axé sur le nationalisme flamand, s'établit autour de la défense de ces revendications linguistiques. Après une radicalisation dans les années 1920, le Frontpartij subit un tassement électoral en 1932. Il laisse place au Vlaams Nationaal Verbond (VNV), qui connaît un succès électoral dans les années 1930². Le premier objectif du VNV est le séparatisme. Mais il endosse aussi des idées proches du nazisme et du fascisme. Durant la Seconde Guerre mondiale, le parti, sous la houlette de son *leader* Staf De Clercq, rejoint le camp de la collaboration³.

Les liens entre revendications flamandes et collaboration étouffent pour un temps l'expression politique du clivage centre/périphérie. En 1949, la Vlaamse Concentratie, qui ambitionnait cet objectif, échoue. En 1954 s'établit la Christelijke Vlaamse Volksunie (CVV), qui se mue rapidement en Volksunie (VU). Sur le plan électoral, son démarrage est lent en raison de la polarisation sur le clivage philosophique à travers la question scolaire⁴. Cette polarisation est apaisée par la signature du Pacte scolaire. L'entrée dans les *Golden Sixties* réduit les tensions sur le clivage socio-économique, en Flandre à tout le moins. Les deux clivages dominants apaisés, la voie est ouverte à l'expression du clivage centre/périphérie. Intervient alors l'âge d'or de la VU sur le plan électoral et politique. En 1971, la VU décroche son meilleur résultat et devient le troisième parti en Flandre. S'ensuit une période de stagnation, puis de décrue électorale constante. Dans les années 1990, le parti redevient cinquième parti en Flandre et obtient des scores électoraux proches de ceux de ses débuts. Ces difficultés électorales mais aussi politiques ne sont pas sans générer des tensions internes⁵. Se pose alors la question de la pérennité du parti. À l'été 2001, la décision du divorce est prise et un referendum interne sur l'avenir du parti est organisé. Trois projets s'opposent, mais aucun ne recueille une majorité des suffrages. La VU disparaît en tant que parti.

² É. van Haute, J.-B. Pilet, « Regionalist Parties in Belgium (VU, FDF, RW): Victims of their own success? », *Regional and Federal Studies*, 16(3), 2006, p. 297-313.

³ Plusieurs de ses responsables occupent des fonctions importantes sous l'Occupation : Victor Leemans aux Affaires économiques et Gérard Romsée à l'Intérieur. H. Hasquin (éd.), *Dictionnaire d'histoire de Belgique*, Bruxelles, Didier Hatier, 1988, p. 49.

⁴ P. Delwit, É. van Haute, « L'implosion et la fin d'un parti : la Volksunie », *L'Année sociale 2001, 2002*, p. 13-14.

⁵ J. Noppe, B. Wauters, « Het uiteenvallen van de Volksunie en het ontstaan van de N-VA en Spirit: een chronologisch en morfologisch overzicht (juni 1999-juli 2002) », *Res Publica*, 44(2-3), 2002, p. 397-471 ; B. Wauters, « Een verscheurende keuze. Analyse van het stemgedrag van de vu-leden bij de ledenbevraging over het voortbestaan van de partij », *Res Publica*, 44(1), 2002, p. 3-26 ; P. Delwit, B. Hellings, « Les accords du Lambermont-Saint-Polycarpe », *L'Année sociale 2001, 2002*, p. 43-58.

Deux partis émergent de ses cendres. Le premier, emmené par Geert Bourgeois, se baptise le 13 octobre 2001 « Nieuw-Vlaamse Alliantie » (N-VA). Gagnant du referendum, il hérite de l'appareil de parti de la VU et notamment de sa base d'adhérents (voir *infra*). Le second se labellise « Spirit »⁶ lors d'un congrès le 10 novembre. Il rassemble la plupart des mandataires de la VU (dix-sept élus sur vingt-six). Les sondages préélectorales ne sont pas bons pour les deux formations et les situent toutes deux sous le seuil de 5 % nouvellement nécessaire à l'obtention de sièges dans les assemblées⁷.

Sous l'impulsion de Bert Anciaux, Spirit rejoint le sp.a dans un cartel qui réalise de bonnes performances électorales en 2003. L'envolée n'est pas confirmée en 2004, et moins encore en 2007. En avril 2008, le parti se rebaptise VlaamsProgressieven. Le cartel est dissous. L'avenir du parti en tant que formation indépendante est très incertain et les défections de mandataires sont nombreuses. Un nouveau changement de nom intervient le 1^{er} janvier 2009. Le parti opte pour le label Sociaal-Liberale Partij. Il ne parvient cependant pas à s'affirmer dans l'espace politique flamand en 2009 et est dissous.

Pour sa part, après un premier test en solo aux élections fédérales de 2003 qui se solde par un échec, la N-VA signe aussi un cartel électoral avec le CD&V en vue des élections régionales de 2004. Ce choix se révèle payant, singulièrement pour la N-VA⁸. Cependant, des tensions émergent rapidement à l'occasion des négociations institutionnelles menées par le gouvernement Leterme I (auquel la N-VA ne participe pas – voir *infra*), ayant pour conséquence son éclatement en 2008. C'est un retour à la case départ pour la N-VA, et aux questions existentielles quant à sa survie électorale. Néanmoins, Bart De Wever parvient à s'octroyer une attention médiatique à travers sa participation à l'émission télévisée très populaire de la VRT, *Slimste mens ter wereld*. Entre-temps, la popularité de Dedeker, autre leader de la droite « alternative » en Flandre, se trouve entachée par différentes affaires, et le Vlaams Belang commence à ressentir les effets d'un cordon sanitaire de longue durée. Cela positionne la N-VA comme offre politique alternative à droite de l'échiquier politique. Elle parvient à capitaliser sur ces différents aspects et ressort gagnante du scrutin régional de 2009 en Flandre. La crise institutionnelle autour du dossier de Bruxelles-Hal-Vilvorde recentre l'agenda politique sur des questions favorables à la N-VA lors des élections fédérales anticipées de 2010. Le parti réalise une spectaculaire percée et ravit le *leadership* en Flandre. S'ensuivent 541 jours de crise institutionnelle. Rejetée dans l'opposition, la N-VA sort encore renforcée du scrutin de 2014. Elle mène alors la formation d'un gouvernement fédéral auquel elle participe pour la première fois. Cette participation se solde par une sanction aux élections de 2019, même si le parti reste premier parti en Flandre. Malgré ses tentatives, le parti n'est pas parvenu à complètement siphonner le CD&V et le VLD et à devenir le grand parti populaire de droite en Flandre.

⁶ Spirit signifie *Sociaal, Progressief, Internationaal, Regionalistisch, Integraal-democratisch, Toekomstig*.

⁷ P. Delwit, J.-B. Pilet, « Fédéralisme, institutions et vie politique. Stabilité, instabilité et retour », in *L'État de la Belgique. 1989-2004. Quinze années à la charnière du siècle*, Bruxelles, De Boeck, 2004, p. 43-79.

⁸ J.-B. Pilet, É. van Haute, « The Federal Elections in Belgium, June 2007 », *Electoral Studies*, 27, 2008, p. 549.

Tableau 1. Chronologie des principaux développements du parti

Date	Développement
1954	Fondation de la VU et première participation électorale (déclaration et autorisation)
1958	Premier siège à la Chambre des représentants pour la VU (représentation)
1971	Meilleur résultat électorale historique de la VU
1977	Première participation gouvernementale de la VU (relevance)
1999	Dernière participation de la VU à un scrutin fédéral
2001	Fondation de la N-VA (déclaration)
2003	Première participation électorale de la N-VA et premier siège (autorisation et représentation)
2004	Première participation au gouvernement régional flamand de la N-VA (relevance)
2009	Premier gouvernement régional dirigé par la N-VA (relevance)
2014	Première participation au gouvernement fédéral de la N-VA (relevance)

Source : Compilation de l'auteur.

Structure et organisation

Type de parti et structure

Sur le plan organisationnel, la N-VA présente une structure relativement classique en quatre niveaux : la section locale, l'arrondissement (15), le niveau provincial (6) et le niveau national. Chaque niveau est composé d'un bureau (président, vice-président, mandataires et autres membres parmi lesquels sont désignés le secrétaire, le trésorier, le responsable de la communication, le responsable des adhésions, le responsable organisationnel et le responsable jeunesse) et d'un congrès lui-même composé de l'ensemble des membres du niveau. Si la structure est classique, la division des tâches accorde beaucoup d'importance au bon fonctionnement de l'organisation.

La N-VA peut compter sur un ancrage local fort, hérité de la VU⁹. Sa première participation à des élections communales date de 2006. Le parti compte alors pas moins de 155 sections locales, ce qui est beaucoup pour un « nouveau » parti. Lors de sa dernière participation aux élections communales, la VU comptait encore 189 sections locales. La différence entre les deux est faible, et certainement moins grande que le déclin de l'ancrage local de la VU entre 1994 et 2000 (le parti comptait encore 275 sections locales en 1994). La N-VA a rapidement développé cet ancrage local au-delà de ce que la VU avait pu construire, en réactivant des réseaux. Elle peut compter sur 306 sections locales dès 2012, et 327 en 2016 (pour 318 communes en Flandre et 19 à Bruxelles). Ces sections locales sont également actives : en 2012, 84,8 % d'entre elles

⁹ S. Beyens, K. Deschouwer, É. van Haute, T. Verthé, « Born again, or born anew: Assessing the newness of the Belgian New-Flemish Alliance (N-VA) », *Party Politics*, 23(4), 2017, p. 389-399.

déclarent se réunir au moins une fois par an, pour 60 % en 2006 et respectivement 52 % et 57,6 % des sections locales de la VU en 2000 et 1994. Les sections locales mobilisent également fortement le label du parti. En 2012, 269 des 306 sections locales déposent une liste sous le label N-VA aux élections communales. Elles utilisent également le matériel de campagne fourni par le parti, attestant d'une forte centralisation au sein du parti. À noter que le développement des sections locales a pu reposer également sur l'arrivée de nombreux mandataires et personnalités issus du Vlaams Belang¹⁰.

Au-delà des structures formelles, il est intéressant d'analyser le degré d'ouverture du parti, en particulier en termes d'adhésion et de processus de prise de décision. En termes de conditions d'affiliation et de droits et obligations des adhérents, la N-VA se distingue un peu des autres partis en Belgique¹¹. D'une part, le montant de la cotisation est relativement bas en comparaison des autres partis ; d'autre part, les conditions d'adhésion sont peu nombreuses : il faut adhérer aux principes du parti et ne pas être membre d'un autre parti politique. En revanche, il n'existe pas de condition d'âge ou de période probatoire pour adhérer, mais bien pour pouvoir exercer un droit de vote à l'interne (16 ans et affiliation depuis au moins trois mois). Les adhérents ont le droit de participer aux congrès à tous les niveaux du parti. Ils n'interviennent pas dans le processus de sélection des candidats aux élections, mais ils ont le droit de vote sur l'élection du président de parti (voir *infra*). Ils peuvent amender et voter le programme électoral et voter sur l'entrée du parti dans des coalitions gouvernementales.

Ayant remporté le referendum interne de la VU, la N-VA a été autorisée à conserver la plupart de ses ressources (en ce compris les ressources immobilières et le personnel), même si elle a dû en abandonner le nom, n'ayant pas atteint 50 % des voix. Les ressources financières ont été réparties en fonction des résultats du referendum et du nombre de mandataires soutenant les nouveaux partis¹². Le premier critère avantage la N-VA ; le second nettement moins puisque seuls sept des vingt-six parlementaires régionaux et fédéraux ont rejoint la N-VA. En outre, dès que le parti a commencé à engranger des succès électoraux (à partir de 2009), il a pu bénéficier d'un financement public important, en faisant le plus riche des partis en Belgique¹³.

Leadership

Durant son demi-siècle d'existence, la VU n'a compté que peu de présidents. La période de succès électoral est caractérisée par une grande stabilité de la fonction, alors que la décline est gérée par un nombre croissant de présidents. On constate donc une corrélation négative claire entre résultats électoraux et tensions entre factions et affrontement entre personnalités du parti (oppositions idéologiques et stratégiques).

¹⁰ « "Gedegouteerde" VB'ers lonken naar N-VA », *De Standaard*, 15 février 2011 ; « Al 30 Vlaams Belangers naar N-VA », *Knack*, 26 mars 2012.

¹¹ É. van Haute, « Party membership in Belgium: From the cradle to the grave? », in É. van Haute, A. Gauja (éds), *Party members and activists*, Londres, Routledge, 2015, p. 34-49.

¹² É. van Haute, « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti », *op. cit.*

¹³ K. Weekers, B. Maddens, *Het geld van de partijen*, Louvain, Acco, 2009.

Les premières années sont marquées par une relative homogénéité interne. La stabilité du *leadership* durant ces années atteste et renforce cette unité. Le fondateur du parti, Herman Wagemans, occupe la fonction de président jusqu'en 1957. Le deuxième homme à occuper ce poste est Frans Van der Elst. Il y reste durant près de vingt ans (1957-1975). Sa réélection ne sera jamais vraiment contestée ni concurrentielle. Il est clairement le *leader* historique du parti. C'est durant ses années de « règne » que le parti atteint son plafond électoral. Souffrant de problèmes de santé, il décide de créer en 1973 une nouvelle fonction au sein du parti, lui permettant de faire monter à ses côtés son « dauphin », Hugo Schiltz.

L'élection de l'héritier Schiltz est serrée. Déjà, les tensions sont palpables entre deux tendances de force relativement similaire. La première, la plus ancienne, correspond aux nationalistes traditionnels, pour lesquels le parti doit rester « pur », soit ne pas se compromettre en participant au pouvoir, et rester centré sur les questions communautaires. Dans les autres matières, elle se situe généralement à droite de l'espace politique. La seconde tendance correspond aux participationnistes, qui sont d'avis que la position intransigeante a atteint ses limites et que le parti est prêt à accepter les compromis du pouvoir. Sur les autres questions, elle peut être qualifiée de libérale de gauche et progressiste, en faveur d'un parti radical non conformiste, qui devrait s'intéresser à des thématiques postmatérialistes à côté des thématiques communautaires. Ces tensions constantes seront particulièrement révélées lors des élections présidentielles. Plus aucune élection ne sera non compétitive. Après le départ de Van der Elst, personne ne saura réellement gérer les conflits idéologiques entre les différentes tendances, chaque président étant issu de l'une ou de l'autre.

Schiltz copréside le parti aux côtés de Van der Elst durant deux ans (1973-1975). Il est réélu plus confortablement à ce poste en 1975. Il reste en poste jusqu'en 1979, date à laquelle il présente sa démission suite au déboire électoral de 1978. Vic Anciaux se présente à sa succession face à Johan Sauwens. Il incarne un courant plus « dur » au sein du parti et remporte les élections. Il restera en place jusqu'en 1986. Lui aussi quittera la présidence suite à des résultats électoraux insatisfaisants. Jaak Gabriëls lui succède. Il est très difficilement réélu en 1989 face à Patrick Vankrunkelsven, porté par les jeunes du parti et incarnant son renouveau. En 1992, son mandat se termine et ne peut statutairement être renouvelé. Il est remplacé par Bert Anciaux. Ce dernier est réélu en 1996. Fin novembre 1997, il demande un congé sabbatique de neuf mois et est remplacé par Patrick Vankrunkelsven. Durant cette période, il fonde ID21. VU et ID21 s'allient en 1998. Bert Anciaux est élu à la tête de cette alliance, tandis que Vankrunkelsven assume la présidence de la VU.

En 2000, l'affrontement pour la présidence est virulent. Vankrunkelsven incarne le courant ouvert et participationniste. Il bénéficie de l'appui d'Anciaux. Geert Bourgeois symbolise pour sa part la vision nationaliste historique et plus conservatrice de la VU. Les tensions entre factions sont exacerbées par les négociations liées aux accords de la Saint-Polycarpe. Sur ces tensions viennent se greffer des incompatibilités de personnes. Au final, Vankrunkelsven se fait détrôner par Bourgeois (54 %). C'est la première fois qu'un candidat soutenu par l'appareil de parti est désavoué. Ces oppositions de personnalités joueront un rôle primordial dans le processus de désagrégation du parti.

L'affrontement entre Bourgeois et Anciaux en est la principale illustration. Les deux hommes parviendront à fédérer autour d'eux un « camp » qui leur est favorable.

Après l'implosion de la VU, Bourgeois est nommé président de la N-VA. À l'occasion de sa nomination au sein du gouvernement flamand en 2004, un président *ad interim* est nommé, Bart De Wever, qui sera confirmé à ce poste à l'occasion d'un congrès. Il se fera réélire en 2008, 2011, 2014, 2017 et 2020.

Tableau 2. Liste des présidents de la N-VA

Président	Mode de sélection	Résultat	Durée du mandat	Raison de fin de mandat
Geert Bourgeois	Élection par les membres éligibles	95,9% (un seul candidat)	2002-2004	Nomination au sein du gouvernement flamand
Bart De Wever	Élection par les membres éligibles	95,9% (un seul candidat)	2004-2008	Fin statutaire du mandat
Bart De Wever	Élection par les membres éligibles	98,9% (un seul candidat)	2008-2011	Fin statutaire du mandat
Bart De Wever	Élection par les membres éligibles	99,3% (un seul candidat)	2011-2014	Fin statutaire du mandat
Bart De Wever	Élection par les membres éligibles	90,8% (deux candidats : Geert Vertongen)	2014-2017	Fin statutaire du mandat
Bart De Wever	Élection par les membres éligibles	98,5% (un seul candidat)	2017-2020	Fin statutaire du mandat
Bart De Wever	Élection par les membres éligibles	96,8% (un seul candidat)	2020	

Source : Compilation par l'auteure sur la base des données des projets COSPAL et PPDB (N-VA).

Adhésion

À ses débuts et pendant plus de vingt ans, la VU a pu recruter un nombre appréciable de membres. De 2 500 en 1960, la formation dépasse les 50 000 adhérents dans les années 1970. Après 1978, le nombre de membres commence à décliner lentement, pour se reprendre légèrement jusqu'en 1985. Après, la décade est au rendez-vous. Au milieu des années 1990, le parti passe même sous la barre des 20 000 membres.

Tableau 3. Évolution du nombre d'adhérents et du taux d'adhésion de la Volksunie (1961-2001)

Année	Nombre total d'adhérents	Taux d'adhésion	Année	Nombre total d'adhérents	Taux d'adhésion
1961	2 511	1,4	1982	47 410	
1962	6 835		1983	50 322	
1963	8 761		1984	52 263	
1964	9 235		1985	50 877	10,6
1965	12 630	3,8	1986	49 672	
1966	17 233		1987	48 547	9,8
1967	19 294		1988	47 582	
1968	24 997	4,9	1989	43 898	
1969	30 535		1990	40 779	
1970	36 326		1991	36 474	10,0
1971	41 458	7,1	1992	32 385	
1972	46 287		1993	27 696	
1973	50 350		1994	21 831	
1974	51 141	9,5	1995	15 637	5,5
1975	52 420		1996	19 833	
1976	50 989		1997	18 487	
1977	51 878	9,3	1998	16 860	
1978	53 067	13,7	1999	15 504	4,5
1979	45 885		2000	15 624	
1980	49 563		2001	11 534	
1981	46 671	7,9			

Source : É. van Haute et al., « MAPP – Party Membership Figures in 32 countries. 1945-2014 », MAPP Project Data Archive, 2015, <http://www.projectmapp.eu>.

L'évolution du taux d'adhésion de la VU démontre sa capacité à recruter une large base mobilisatrice. Le taux d'adhésion indique le rapport entre nombre d'adhérents et nombre d'électeurs. Dans les années 1960, ce taux est assez faible, essentiellement dû à la relative jeunesse de l'organisation partisane, qui n'est encore que faiblement implantée. Dans les années 1970, le nombre d'adhérents croît fortement, alors que les résultats électoraux du parti se stabilisent. Le parti s'implante solidement au niveau local et parvient à rivaliser avec certains partis traditionnels, ce qui renforce son taux d'adhésion. Dans les années 1980, le taux d'adhésion reste élevé, mais pour des raisons différentes : le nombre d'adhérents reste relativement stable, alors que la décruce électorale est entamée. Il faut attendre les années 1990 pour voir le taux d'adhésion diminuer drastiquement en raison de la chute vertigineuse du nombre d'adhérents.

La N-VA semble pouvoir reposer sur une implantation locale plus forte. Elle déclare 9 823 membres en 2005 et 10 411 en 2006. Dans la foulée de son succès aux élections régionales de 2009 et de son triomphe au scrutin fédéral de 2010, elle connaît

une augmentation de son recrutement. Il est difficile d'estimer si ces adhérents sont ou non liés à la VU. Cependant, une enquête menée en 2013 auprès des adhérents de la N-VA montre que 22,3 % d'entre eux déclarent avoir été membres de la VU¹⁴. Si l'on sait que la N-VA compte 36 439 adhérents en 2013, cela concernerait environ 8 126 personnes, un chiffre très proche du nombre d'adhérents déclaré par la N-VA en 2001 (9 931) et du nombre d'adhérents de la VU dans sa dernière année d'existence (11 543). C'est davantage que le nombre d'adhérents ayant déclaré avoir voté pour le « groupe Bourgeois » au référendum interne sur l'avenir du parti. Cela signifierait que la N-VA soit parvenue à attirer d'anciens membres de la VU au-delà des partisans du groupe Bourgeois. Un autre indicateur pointant vers une transition « en douceur » entre une adhésion à la VU et à la N-VA : lorsqu'il leur est demandé en quelle année ils ont adhéré au parti, 22,6 % des répondants N-VA déclarent avoir rejoint le parti avant 2001, ce qui est techniquement impossible car la N-VA a été fondée en 2001. Cela fait sans doute référence à une première adhésion à la VU. Ces différents éléments pointent une forte capacité de recrutement de la N-VA parmi les anciens adhérents VU, même si cette base a ensuite été rapidement étoffée. Pour trois quarts des adhérents N-VA, l'adhésion au parti est une nouvelle adhésion¹⁵.

Tableau 4. Évolution des effectifs de la N-VA

Année	Adhérents	Taux d'adhésion
2001	9 931	
2002	10 469	
2003	11 365	5,6
2004	9 653	
2005	9 424	
2006	10 411	
2007	9 448	*
2008	10 217	
2009	11 477	
2010	15 799	1,4
2011	25 483	
2012	36 439	
2013	35 582	
2014	41 543	3,0

¹⁴ B. Wauters, « Enquête bij partijleden van N-VA en Open VLD: Eerste resultaten », *Research note*, Gand, Hogeschool Gent, 2013.

¹⁵ S. Beyens, K. Deschouwer, É. van Haute, T. Verthé, *op. cit.*

Année	Adhérents	Taux d'adhésion
2015	41 544	
2016	40 316	
2017	40 482	
2018	45 462	
2019	44 661	4,1

Note : * pour 2007, il n'est pas possible de calculer le taux d'adhésion car la N-VA se présente en cartel avec le CD&V aux élections.

Source : É. van Haute *et al.*, « MAPP – Party Membership Figures in 32 countries. 1945-2014 », MAPP Project Data Archive, 2015, <http://www.projectmapp.eu>.

Relation aux piliers et aux structures intermédiaires

La présence ou non d'alliés influents mobilisables constitue un autre élément de la base organisationnelle et mobilisatrice d'un parti. La VU entretient des liens étroits avec le mouvement nationaliste flamand. Cependant, la pilarisation importante de la société flamande implique que l'identité première des mouvements est souvent celle du pilier. Certains mouvements n'ont jamais pu être satellisés par les nationalistes flamands. Néanmoins, la plupart des organisations non pilarisées ont considéré la VU jusque dans les années 1970 comme le médiateur principal de leurs intérêts sur la scène politique¹⁶. Ces mouvements actifs prennent position sur les enjeux communautaires. Ils expriment leur opinion à travers divers canaux (réunions, manifestations, etc.). La VU est à l'écoute des mouvements et présente dans leurs réunions. Cela lui procure certainement un soutien du mouvement, important pour faire passer ses propositions et influencer sur la prise de décision, mais est aussi bénéfique électoralement. Les liens entre mouvement flamand et VU se reflètent entre autres dans l'action des parlementaires du parti. Beaucoup sont impliqués dans les sphères dirigeantes d'organisations du mouvement flamand.

Mais cette arme s'est révélée à double tranchant. Dès que ces mouvements ont été déçus par leur relais politique, leur action a pu être néfaste pour leur ancien allié. En outre, les sociaux-chrétiens, en optant pour des positions plus en pointe sur les thématiques communautaires, se sont attiré les sympathies d'une frange du mouvement flamand. C'est aussi et surtout la participation de la VU à l'élaboration du Pacte d'Egmont qui a terni ses relations avec le mouvement flamand. Par après, la VU a clairement perdu son monopole de représentation politique du mouvement. Par ailleurs, le mouvement flamand a lui aussi perdu de son influence sur l'agenda politique. Il s'est retrouvé divisé sur les positions à adopter depuis la fédéralisation de la Belgique ; division renforcée par les tentatives du Vlaams Blok de le radicaliser. Les organisations flamingantes s'entredéchirent sur les plaines de l'Yser en 1995. À cette occasion, des

¹⁶ É. van Haute, « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti », *op. cit.*

élus de la VU sont molestés et sifflés. Les organisations se réconcilient en 1998, au prix du départ de certains membres du comité organisateur du pèlerinage de l'Yser.

Il est intéressant de noter une tension interne à la VU dans son rapport au mouvement flamand. Une partie de celle-ci semble résolument s'en détacher, alors qu'une autre en recherche encore les faveurs. Cela se traduit clairement lors de la scission du parti. Une partie des membres, soutenant le projet de Bourgeois, est relativement bien impliquée et active au sein des organisations du mouvement. Près de 60 % des membres ayant voté pour ce projet déclarent être membre d'une telle association, pour 30 % d'actifs¹⁷. À l'inverse, les partisans du projet d'Anciaux sont beaucoup moins nombreux à déclarer une telle appartenance : 5 %.

Évolution électorale

Sur le plan électoral, le démarrage est lent pour la VU¹⁸. En effet, en 1954 et 1958, elle capte aux alentours de 3,5 % des voix en Flandre. La raison tient pour beaucoup à la polarisation sur le clivage philosophique à travers la question scolaire. Les avancées électorales de la VU sont sensibles dans les années 1960 et au début des années 1970. Dès 1961, elle progresse en glanant 6 %. Lors de l'élection de rupture de 1965, elle passe le cap des 10 % et trois ans plus tard, celui des 15 %. En 1971, la VU décroche son meilleur résultat : 18,8 % des suffrages (21 élus). Grâce à cette performance, elle souffle le titre de troisième parti flamand aux libéraux du PVV.

Tableau 5. Évolution des performances électorales de la Volksunie (VU – 1954-1999) et de la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA – 2003-2019) à la Chambre des représentants dans l'espace politique flamand (1949 : Vlaamse Concentratie)

Année	Résultat	Sièges
1949	3,6 %	0
1950		0
1954	4,0 %	0
1958	3,4 %	1
1961	6,0 %	5
1965	11,4 %	12
1968	17,0 %	20
1971	18,8 %	21
1974	16,7 %	22

¹⁷ B. Wauters, « Enquête bij partijleden van N-VA en Open VLD: Eerste resultaten », *op. cit.*, p. 11.

¹⁸ P. Delwit, É. van Haute, *op. cit.*

Année	Résultat	Sièges
1977	16,0 %	20
1978	11,4 %	14
1981	15,9 %	20
1985	12,6 %	16
1987	12,9 %	16
1991	9,3 %	10
1995	7,3 %	5
1999	8,8 %	8
2003	4,9 %	1
2007	*	*
2010	28,0 %	27
2014	32,4 %	33
2019	25,4 %	25

Note : * En cartel avec le CD&V.

Source : Ministère de l'Intérieur.

Les années 1960 sont une période faste d'un point de vue électoral, avec un score culminant à 18,8 % à la Chambre en 1971. S'ensuit une relative stagnation des résultats du parti dans les années 1970. Suite à sa première participation gouvernementale, le parti est durement sanctionné lors du scrutin de 1978, tout en se récupérant aux élections suivantes (1981). À partir des années 1980, la décline électorale est globalement constante. En 1985, la VU perd plus de 100 000 électeurs, mais reste le quatrième parti flamand. Les élections de 1987 confirment ce résultat. Le tassement s'accroît même dans les années 1990. En 1991, le parti perd à nouveau 130 000 électeurs et devient le cinquième parti en Flandre. Il atteint un plancher de 7,3 % en 1995, soit un score presque équivalent à celui de 1961. Le scrutin de 1999 se décline curieusement pour la VU. La performance électorale, sans être exceptionnelle, est meilleure qu'en 1995. Pourtant, les tensions internes sont légion et mènent à la dissolution du parti.

La première participation de la N-VA à un scrutin se produit en 2003 à l'occasion des élections fédérales. Pour ce scrutin, elle se présente seule malgré ses doutes quant à sa survie électorale et des premières discussions avec le CD&V et le VLD dans l'optique de la formation d'un cartel. Cet essai en solo se solde par des résultats décevants. La seule circonscription dans laquelle le parti parvient à décrocher un élu est la Flandre occidentale, fief de Geert Bourgeois (6,97 %). Les discussions avec le CD&V reprennent et débouchent sur la signature d'un cartel en vue des élections régionales de 2004. Le cartel récolte 26,3 % des voix. C'est un redressement pour le CD&V, mais relatif puisqu'il faut tenir compte des voix apportées par la N-VA. Cette dernière glane six sièges (sur 124) au Parlement flamand. La remontée électorale est plus nette en 2007¹⁹.

¹⁹ J.-B. Pilet, É. van Haute, *op. cit.*

À l'occasion des élections fédérales, le cartel obtient 29,6 % des voix et redevient premier « parti » de Flandre. La part apportée par les nationalistes flamands dans ce résultat est cependant difficile à évaluer. Alors que le cartel a mené une campagne dure sur les questions institutionnelles, le CD&V opte pour une entrée au gouvernement en mettant ces questions au frigo. La N-VA se distancie de son partenaire, n'entre pas au gouvernement et finit par briser le cartel et sortir du gouvernement flamand également.

Forte d'une conjoncture favorable, la N-VA, qui se présente à nouveau seule devant l'électeur, est la grande gagnante du scrutin régional de 2009 en Flandre. Le parti obtient 13,1 % des voix, soit seize sièges. Ce résultat tient pour beaucoup à la popularité de De Wever, qui obtient le second meilleur score personnel derrière Kris Peeters. Dans la circonscription d'Anvers, fief de De Wever, la N-VA récolte jusqu'à 16,8 % des voix (troisième parti). Le résultat du parti est moins bon à l'Europe, avec 9,9 % des voix (un siège). Mais ce n'était somme toute qu'une mise en bouche. Au printemps 2010, dans une nouvelle tentative de sortir le dossier de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde de l'impasse, l'Open VLD met fin aux discussions et entraîne la chute du gouvernement fédéral. Centré sur les questions institutionnelles, l'agenda est on ne peut plus favorable à la N-VA. Celle-ci réalise une spectaculaire percée. Avec près de 29 % des voix à la Chambre et 33 % au Sénat (à nouveau, grâce à un score personnel frappant de Bart De Wever), la N-VA ravit le *leadership* à toutes les formations flamandes et devient par ailleurs la première force politique du pays. Vingt-sept députés rejoignent les travées parlementaires et Bart De Wever s'impose comme l'homme incontournable du paysage politique flamand. Le parti est cependant renvoyé dans l'opposition au fédéral après une formation de gouvernement à durée historique (541 jours).

Les élections fédérales, régionales et européennes de 2014 sont un nouveau succès pour le parti, qui récolte 32 % des voix et trente-trois sièges à la Chambre. Cela tient pour beaucoup à l'apport d'anciens électeurs du Vlaams Belang et, dans une moindre mesure, du CD&V et de l'Open VLD²⁰. Il mène le gouvernement régional flamand et entre au gouvernement fédéral, tout en n'en prenant pas le *leadership*, laissé à Charles Michel, libéral francophone. Cette participation se révèle coûteuse pour le parti. Lors du triple scrutin de 2019, la sanction électorale est forte. Le parti retombe à 25 % des voix (vingt-cinq sièges). À nouveau, les départs principaux se font vers le Vlaams Belang et, dans une moindre mesure, le CD&V et l'Open VLD²¹.

En termes de profil électoral²², on constate une surreprésentation des hommes à plus haut niveau de diplôme et plus âgés parmi les électeurs de la N-VA de 2019. Leur positionnement moyen sur l'échelle gauche-droite se situe clairement à droite, avec un

²⁰ K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, B. Rihoux, S. Walgrave (éds), « Attitudes et comportements des électeurs lors du scrutin du 25 mai 2014 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2225, 2014.

²¹ P. Van Erkel, J. Lefevère, S. Walgrave, I. Jennart, A. Kern, S. Marien, P. Baudewyns, « Des transferts de voix avant ou pendant la campagne ? Une étude sur les transferts électoraux lors des élections 2019 en Belgique », in J.-B. Pilet, P. Baudewyns, K. Deschouwer, A. Kern, J. Lefevère (éds), *Les Belges haussent leur voix. Une analyse des comportements électoraux du 26 mai 2019*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2020, p. 29-58.

²² J.-B. Pilet, A. Kern, M. Gallina, J. Lefevère, K. Deschouwer, P. Baudewyns, « Les principaux chiffres et tendances des élections du 26 mai 2019 », in J.-B. Pilet, P. Baudewyns, K. Deschouwer, A. Kern, J. Lefevère (éds), *Les Belges haussent leur voix. Une analyse des comportements électoraux du 26 mai 2019*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2020, p. 9-21.

score moyen de 7,0 sur une échelle allant de 0 (position la plus à gauche) à 10 (position la plus à droite). Ce positionnement est plus proche de l'électorat du VB (score moyen de 7,1) que de l'Open VLD et du CD&V (scores moyens respectifs de 5,8 et 5,3). Cet ancrage marqué à droite est lié à une position très libérale sur le plan socio-économique (réticences à l'intervention de l'État la plus marquée parmi l'ensemble des électeurs des partis flamands), mais aussi et surtout à un positionnement très à droite sur les questions d'ethnocentrisme (score moyen de 7,8 sur une échelle allant de 0 – diversité culturelle – à 10 – assimilation culturelle), plus à droite même que l'électorat du VB (score moyen de 7,7). Ce positionnement clairement à droite contraste avec le positionnement des électeurs de la VU et se situe dans un mouvement progressif du parti vers la droite depuis son émergence en 2001, tant sur le plan électoral que programmatique (voir *infra*). Sur l'échelle gauche-droite (0-10), en 1999, les électeurs de la VU se situent au niveau de l'électeur médian en Flandre (score moyen de 5,2, identique au score moyen de l'ensemble de l'électorat). Cela reflète le caractère transversal du parti sur ces questions et l'assemblage d'une aile plutôt de centre gauche et d'une autre aile de centre droit. Débarrassée de l'aile de centre gauche avec la scission du parti, la N-VA rassemble en 2003 un électorat de centre droit (score moyen de 5,5, pour 5,2 pour l'électorat total). En 2009, on constate un mouvement vers la droite de l'échiquier politique (score moyen de 5,7, pour 5,2 pour l'électorat total). Ce score moyen de 2009 place les électeurs de la N-VA sur un score identique aux électeurs libéraux, entre ceux du CD&V et ceux du VB. Le virage à droite s'opère réellement durant les années 2010.

Il est également intéressant d'analyser et de comparer la position des électeurs de la VU et de la N-VA sur la question centre-périphérie. Cette comparaison est possible via les données d'enquêtes électorales ISPO-PIOP pour 1999 et 2003, PartiRep pour 2009 et 2014. Il a été demandé aux répondants de se situer sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie « transférer toutes les compétences aux entités fédérées » et 10 « transférer toutes les compétences à l'État fédéral ». Les électeurs de la VU en 1999 se situent clairement sur le versant périphérique de défense de l'autonomie régionale (moyenne de 3,4 sur l'échelle, pour 5,8 au sein de l'électorat flamand dans son ensemble). Les électeurs de la N-VA en 2003 adoptent un positionnement très similaire (score moyen de 3,3 sur l'échelle, pour 5,5 au sein de l'électorat total), tout comme ceux de 2009 (score moyen de 3,1, pour 4,3 au sein de l'électorat total). Sur ce plan, la N-VA est donc clairement l'héritière de la VU. Cependant, l'électorat historiquement régionaliste du parti se dilue avec l'élargissement de sa base électorale. En 2014, le score moyen des électeurs de la N-VA passe à 3,7. C'est toujours plus régionaliste que l'électeur moyen en Flandre (4,5), mais le différentiel est moins marqué.

Ces évolutions dans la sociologie électorale du parti reflètent les évolutions dans son positionnement idéologique (voir *infra*).

Rapport au pouvoir et impact politique : la participoposition en lame de fond

Impact sur le système de partis

Un élément attestant du succès de la VU dans les années 1960 et 1970 est son impact sur le système de partis. Avant l'émergence de la VU, le système de partis se caractérise par une grande stabilité. Son arrivée bouscule la donne. L'index de fractionnalisation du système de partis en atteste. Il atteint 0,6 en 1950 et ne fait que croître dans les deux décennies suivantes (il ne descendra plus sous les 0,8)²³. L'origine de ce phénomène est à trouver dans deux évolutions majeures, imputables plus ou moins directement à la présence de la VU au sein le paysage politique. La première est l'émergence réactive de deux autres partis régionalistes, l'un wallon (Rassemblement wallon, RW) et l'autre bruxellois (Front démocratique des francophones, FDF). La seconde, plus importante encore, est l'influence de la VU sur les trois partis traditionnels (socialiste, social-chrétien et libéral). Il est difficile d'attester de l'influence directe de la VU sur les problèmes internes à ces formations politiques. Cependant, il est clair que le succès électoral du parti et la saillance des enjeux communautaires ont rendu la survie des partis unitaires difficile. Aucun n'a survécu à la pression, et tous trois ont fini par se séparer en deux partis distincts.

La scission de la VU a, elle aussi, eu un impact non négligeable sur le système partisan en Flandre. Les deux partis héritiers de la VU ont opté pour une stratégie de cartels électoraux, influant ce faisant sur le rapport de force entre partis historiques, mais aussi sur l'agenda politique en pesant de tout leur poids lors des campagnes électorales. Quant à l'exceptionnel succès de la N-VA en 2010, il a placé le parti en situation de parti dominant en Flandre, les trois partis historiques se situant loin derrière. Cette domination a perduré durant toute la décennie 2010. Le scrutin de 2019 est venu l'ébranler, sans toutefois la faire disparaître. Cependant, ce succès masque un échec de la stratégie du parti visant à s'imposer comme le grand parti de droite en Flandre. Certes, la N-VA a pu compter sur des transferts du CD&V et de l'Open VLD. Mais les vases communicants sont plus marqués avec le Vlaams Belang. Et l'appel au rassemblement à droite reste un objectif du parti²⁴.

Impact sur le système politique et sur la prise de décision

Pour exercer son influence politique, un parti dispose de plusieurs stratégies. Seiler en identifie trois : une stratégie hors du système, une stratégie tribunitienne et une stratégie gouvernementale²⁵. La VU oscille entre les deux derniers types. À côté

²³ P. Delwit, *La Vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 3^e édition, 2012.

²⁴ « Daar is de herverkaveling weer », *Het Belang van Limburg*, 15 février 2021.

²⁵ D.-L. Seiler, *Les Partis autonomistes*, Paris, PUF, 1982.

d'un travail parlementaire et extraparlémentaire important (manifestations, liens avec les associations, etc.), la VU s'est plusieurs fois retrouvée partenaire de coalitions gouvernementales.

La période de succès électoral de la VU (années 1960 et 1970) correspond à celle durant laquelle le parti mène une stratégie tribunitienne et durant laquelle son impact politique est important. Plusieurs études ont démontré que, durant les années 1970, les parlementaires de la VU effectuent un travail important en comparaison des autres formations politiques, en termes de participation au débat, de contrôle de l'action du gouvernement et d'initiatives législatives²⁶. Par ailleurs, la VU recourt fréquemment à des stratégies extraparlémentaires : appel aux médias, contacts avec les groupes de pression, organisation de manifestations²⁷, etc.

Cette stratégie tribunitienne permet cependant au parti d'exercer une influence notable sur la prise de décision. Dewachter *et al.* ont évalué l'impact des partis d'opposition sur les réalisations législatives belges entre 1965 et 1971²⁸. Leur étude révèle que la VU parvient, malgré son statut de parti d'opposition, à réaliser une proportion non négligeable de ses demandes. Elle arrive en quatrième position, après les partis de gouvernement.

Ce succès mène cependant certaines personnalités influentes à repenser la stratégie à adopter. Petit à petit, la perspective d'une participation gouvernementale fait son chemin. À la fin des années 1970, la VU accède pour la première fois au gouvernement national sous l'impulsion de son président, Hugo Schiltz. Le pas est considérable, car pour plusieurs segments du parti et de l'électorat, la VU n'est pas et ne peut être un parti de gouvernement. D'ailleurs, en 1974, elle aurait déjà pu participer à un gouvernement associant libéraux, sociaux-chrétiens et RW, mais une partie du parti a refusé cette option. En 1977, la participation gouvernementale marque ainsi l'influence directe de la VU dans le processus de prise de décision. Cette consécration révèle dans le même temps la grande fragilité du parti et crée des divisions internes, certains ayant peur de perdre leur âme en prenant part au gouvernement. La VU accède au gouvernement en coalition avec les socialistes (PSB-BSP), le PSC, le CVP et le FDF. Elle négocie les accords d'Egmont (1977) et de Stuyvenberg (1978), censés mettre en œuvre la régionalisation. Mais une partie de la VU ne suit pas ses négociateurs. Une part substantielle de l'électorat et du mouvement flamand refuse le compromis. Aux élections anticipées de 1978, la VU enregistre un sévère recul. Surtout, elle voit naître un concurrent nationaliste à sa droite : le Vlaams Blok, cartel électoral créé par des personnalités de la VU en désaccord avec le soutien apporté au Pacte d'Egmont. Paradoxalement, le parti est plus présent dans les exécutifs depuis le début de son déclin électoral. Il est partie prenante au gouvernement national de 1988 à 1991. De même, il est membre du gouvernement régional flamand de 1981 à 1985, de 1988 à

²⁶ L. De Winter, « Regionalist parties in Belgium: the rise, victory and decay of the Volksunie », in L. De Winter (éd.), *Non-state wide parties in Europe*, Barcelone, ICPS, 1994, p. 35-36.

²⁷ Selon Smits, la VU est à l'origine de 61 % de l'ensemble des manifestations organisées par les partis politiques entre 1960 et 1967. J. Smits, *Democratie op straat: een analyse van de betogingen in België*, Louvain, Acco, 1984.

²⁸ W. Dewachter, E. Degraeve-Lismont, G. Tegenbos, « The Effect of Opposition on Government Policy », *European Journal of Political Research*, 5(3), 1977, p. 245-265.

1995 et de 1999 à 2003, avec cependant certaines perturbations liées à l'implosion du parti durant la dernière législature.

Au final, la VU a systématiquement souffert de son intégration à des coalitions gouvernementales. La première participation n'a pas généré de réforme de l'État (le Pacte d'Egmont n'ayant pas été voté). Lors de la seconde participation, deux tiers du programme du parti ont été réalisés, sans pour autant générer des conséquences électorales positives. La dernière participation de la VU au gouvernement régional flamand lui a d'ailleurs été fatale. Elle illustre les difficultés du parti à concilier stratégie gouvernementale et tribunitienne. La négociation des accords de la Saint-Polycarpe par les participationnistes a (à nouveau) soulevé de vives critiques en interne, opposant les négociateurs à la base du parti (soutenue par certains mandataires) opposée à toute concession communautaire et maintenant une stratégie d'opposition (participation à des manifestations contre les accords, etc.). Ces deux stratégies parallèles, n'étant pas tenables, ont mené à l'implosion du parti.

Les deux formations héritières de la VU participent également aux différents exécutifs : Spirit, en cartel avec le sp.a, est présent de 2003 à 2007 au fédéral et de 2004 à 2009 au niveau régional flamand. La N-VA, alliée au CD&V, participe à l'exécutif flamand de 2004 à 2008, revient au gouvernement en 2009 et en assure le *leadership* depuis 2014.

La N-VA participe en outre aux négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral suite aux élections de 2007. Avec un projet politique centré principalement sur la Flandre, la N-VA se trouve par définition dans une position schizophrène lorsqu'elle envisage de participer à un gouvernement fédéral²⁹. Le parti s'engagerait alors dans la gestion d'un niveau auquel il ne croit guère. La N-VA éprouve effectivement des difficultés à entrer dans une logique de compromis et de gouvernement de coalition, posant des ultimatums et demandant des garanties préalables au dialogue peu acceptables publiquement par les partis francophones. Les tensions entre stratégies tribunitienne et participationniste de la VU font écho au sein de la N-VA. Après de multiples rebondissements, un gouvernement asymétrique est formé en mars 2008 sous la houlette de Leterme (CD&V, cdH, Open VLD, MR, PS). Au final, la N-VA opte pour une position intermédiaire et décide de soutenir ce gouvernement sans y participer. Cette position entre stratégie tribunitienne et implication gouvernementale n'est pas tenable. Les tensions à l'intérieur du cartel sont évidentes et deviennent intenable dans le courant de l'été, lorsque le gouvernement met sur pied un dialogue de communauté à communauté pour gérer les questions institutionnelles, sans parvenir à obtenir le soutien de la N-VA. Cet épisode signe l'arrêt de mort du cartel, la N-VA se situant dès lors dans l'opposition tant au niveau fédéral qu'à la Région flamande alors que son partenaire du CD&V s'y trouve aux affaires. En conséquence, le 22 septembre, Bourgeois démissionne de son poste de ministre au gouvernement flamand. Lors d'un congrès organisé le 27 septembre, le CD&V décide à 82,3 % de continuer son travail au sein du gouvernement fédéral et de poursuivre le dialogue de communauté à communauté.

Suite à ses performances électorales de 2010, la N-VA participe pendant un temps aux discussions en vue de la formation d'un gouvernement fédéral. Cependant, les

²⁹ É. van Haute, « La N-VA : avancer à reculons », *La Revue nouvelle*, 2009.

dissensions avec les partenaires de négociation se révèlent trop fortes, en particulier autour des questions communautaires liées à une nouvelle réforme de l'État, mais aussi socio-économiques. La N-VA ne parvient pas à sortir de sa posture tribunitienne et à endosser une posture de compromis sur les questions liées à sa raison d'être.

Pour sortir de ce dilemme, le parti change partiellement de posture en 2014. Afin de faciliter la recherche d'un compromis en vue de la constitution d'un gouvernement, la N-VA accepte officiellement de mettre les enjeux communautaires « au frigo ». Néanmoins, en laissant la main aux libéraux francophones pour le poste de Premier ministre et en maintenant le *leader* du parti, Bart De Wever, en dehors du gouvernement, le parti se réserve la possibilité d'exercer une pression d'ordre tribunitienne depuis l'extérieur du gouvernement.

Tableau 6. Expérience de pouvoir aux niveaux fédéral et régional, VU et N-VA

Niveau	Période	Gouvernement / coalition
Régional flamand	1981-1985	Geens / CVP, SP, PVV, VU
	1988-1992	Geens / CVP, SP, PVV, VU
	1992-1995	Van den Brande / CVP, SP, VU
	1999-2003	Dewael / VLD, SP, Agalev, VU
	2004-2007	Leterme / CD&V, VLD, sp.a, Spirit, N-VA
	2007-2008	Peeters / CD&V, VLD, sp.a, Spirit, N-VA
	2009-2014	Peeters / CD&V, sp.a, N-VA
	2014-2019	Bourgeois / N-VA, CD&V, VLD
Fédéral	1977-1979	Tindemans / PSC, CVP, PSB-BSP, FDF, VU
	1988-1992	Martens / PSC, CVP, PS, SP, VU
	2014-2018	Michel / N-VA, CD&V, Open VLD, MR

Source : Compilation par l'auteur.

Au final, l'impact politique de la VU et de la N-VA a été important. Le nationalisme flamand démocratique a marqué la vie politique de son empreinte. Cependant, ces succès ont généré des dissensions entre participationnistes et tribuns. Les participations gouvernementales non fructueuses n'ont pas permis d'atténuer la fracture. Il reste à voir l'impact interne de la défaite électorale de 2019 et des négociations gouvernementales subséquentes.

Idéologie et axes programmatiques : un ancrage à droite de plus en plus marqué

Pour Seiler, les partis régionalistes sont originaires du clivage centre/périphérie et ont pour objectif de rendre une communauté ethnoterritoriale autoresponsable³⁰. Le projet initial de la VU et de la N-VA est clairement lié à son inscription principale sur le clivage centre/périphérie. Les positions des deux partis dans ce domaine et leurs évolutions doivent donc être analysées de manière privilégiée. Müller-Rommel propose six types de projets régionalistes : les protectionnistes, les autonomistes, les national-fédéralistes, les fédéralistes européens, les séparatistes et les irrédentistes³¹. À l'analyse, il semble que le projet politique de la VU a évolué entre les catégories et que des divisions internes entre partisans de l'un ou l'autre projet ont vu le jour, alors que le projet de la N-VA s'est essentiellement affiné.

Ainsi, les revendications flamandes avant la Première Guerre mondiale prennent une forme protectionniste (demande de protection d'une minorité). Durant l'entre-deux-guerres, le Vlaams Nationaal Verbond (VNV) adopte des positions irrédentistes en faveur d'une indépendance totale et d'un rattachement à un autre État, dans le but de créer les grands Pays-Bas. À sa création en 1954, la (Christelijke Vlaamse) Volksunie (CVV) prône une réforme profonde de l'État belge, dans le sens d'un État fédéral à deux entités (flamande et wallonne), soit une position nationale-fédéraliste. Concrètement, cela signifie l'autonomie culturelle, la délimitation d'une frontière linguistique, un règlement linguistique définitif pour Bruxelles, une stricte équivalence dans tous les services de l'État, la liquidation de la répression et l'amnistie. La ligne directrice du programme du parti est « la Flandre en premier »³².

Vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, la position évolue vers le modèle confédéral, et à partir de la fin des années 1990, vers la demande d'une indépendance au sein de l'UE (projet fédéraliste européen). Cependant, durant cette décennie, l'importance à accorder au clivage centre/périphérie divise la VU entre les tenants d'un recentrage sur ces questions (groupe Bourgeois) et les tenants d'une diversification du parti (groupe Anciaux). En matière de projet régionaliste, la VU a donc tenu des positions diverses à travers le temps, mais aussi selon les personnalités. Toutefois, on peut noter une évolution claire du protectionnisme vers l'indépendance totale, soit une radicalisation progressive des positions.

Durant ses premières années d'existence, la VU détient le monopole des projets liés à la défense des intérêts flamands. La percée de la VU dans les années 1960 est clairement liée à l'incapacité, pour les partis traditionnels, de répondre aux demandes régionalistes, de par leur structure unitaire imposant le compromis. À partir de la fin des années 1970, la situation de la VU au sein de l'espace politique s'est modifiée.

³⁰ D.-L. Seiler, *op. cit.*, p. 20.

³¹ F. Müller-Rommel, « Ethno-regionalist parties in Western Europe: empirical evidence and theoretical considerations », in L. De Winter (éd.), *Non-state wide parties in Europe*, Barcelone, ICPS, 1994, p. 181-198.

³² L'expression « nationalisme flamand » n'est cependant pas utilisée dans le manifeste ; aucune référence n'est faite aux origines politiques du nationalisme flamand (Frontpartij).

Les partis traditionnels ont intégré la problématique communautaire. Leur scission les libère de leur nécessaire recherche de compromis entre ailes linguistiques et laisse place à l'expression de positions plus centrées sur les intérêts flamands. La VU perd son monopole. En outre, les réformes institutionnelles, en particulier celle de 1993, constituent la mise en œuvre du cœur du projet politique initial de la VU. La VU n'aurait-elle pas alors perdu sa raison d'être et donc son attrait électoral ? La radicalisation des dernières années peut alors être interprétée comme une recherche de nouvelles raisons d'existence.

Il y a une forte continuité entre la VU et la N-VA quant au positionnement sur les questions centre-périphérie³³. La N-VA voit la Flandre comme État indépendant au sein de l'UE, en alliance avec d'autres régions³⁴. La manière d'atteindre cet objectif reste vague, en particulier dans le premier programme du parti à l'occasion des élections de 2003. Alors que la VU faisait explicitement référence au modèle confédéral, le terme n'apparaît pas dans le programme de 2003 de la N-VA. Le programme en vue des élections de 2010 fait référence au fédéralisme de manière plus franche et détaillée : la N-VA prône l'abolition du Sénat et souhaite transformer la Chambre des représentants en Chambre des entités fédérées, composée de mandataires régionaux³⁵. Comme le prônait la VU en 1999³⁶, la N-VA propose en 2010 qu'il revienne aux régions de décider quelles compétences ressortiraient du fédéral et comment elles seraient financées³⁷. À l'occasion du scrutin de 2014, le parti étoffe son projet confédéral et inclut des détails tels que le nombre de fonctionnaires qui seraient maintenus après la réforme, par exemple³⁸. Le parti se présente également explicitement comme le parti incarnant le nationalisme flamand démocratique afin de se distinguer du Vlaams Belang.

À côté de ces questionnements liés à la réalisation de son projet politique majeur, le parti a également dû se positionner sur les autres clivages structurant la société belge. Cela ne s'est pas fait sans heurts. La VU connaît des divisions internes dès son émergence sur la direction programmatique à suivre : doit-elle rester uniquement centrée sur la question du nationalisme flamand ou être un parti proposant un projet de société complet, avec une large offre de choix de politiques à mener ? Le congrès de parti de 1969 consacre la domination du second courant³⁹. Les échecs électoraux, la fédéralisation, la scission des familles politiques relanceront de façon récurrente le débat entre partisans et opposants à un recentrage sur les questions communautaires. Cette question affecte et divise profondément le parti. En 1985 déjà, l'échec électoral est imputé par Van der Elst à la trop grande dispersion du parti sur des thèmes qui ne lui sont pas propres. Il prône un recentrage sur les questions communautaires. Le

³³ S. Beyens, K. Deschouwer, É. van Haute, T. Verthé, *op. cit.*

³⁴ Manifeste de la N-VA, « 21 points devant guider l'entrée de la Flandre dans le 21^e siècle », adopté le 13 octobre 2001.

³⁵ N-VA, *Programme électoral de 2010*, p. 36.

³⁶ VU, *Programme électoral de 1999*, p. 23 et 25.

³⁷ N-VA, *Programme électoral de 2010*, p. 6.

³⁸ N-VA, *Programme électoral de 2014*, p. 74.

³⁹ P. Menu, *Congresresoluties van de Vlaamse politieke partijen. I. De Volksunie 1955-1993*, Gand, Steenpunt Sociopolitiek Systeem, 1994.

départ en 1992 de l'ancien président Gabriëls vers le VLD suivi par d'autres personnalités est lié à un désir d'ouverture non suivi par la base. Le travail de redéfinition programmatique d'Anciaux et la crise des dernières années s'inscrivent largement dans la continuité de ces questions. Les divergences de vues quant au caractère exclusif ou non de la dimension « nationalisme démocratique » dans le programme du parti sont au cœur des motifs de son implosion. C'est l'une des oppositions fondamentales entre le « groupe Bourgeois » et le « groupe Anciaux ». Pour le premier, la thématique du nationalisme flamand doit être le cœur de l'activité et du positionnement du parti. Pour le second, il est tout aussi important de prendre position sur d'autres sujets de société, dans une optique progressiste. Alors que la N-VA s'est construite autour du groupe Bourgeois centré sur le nationalisme flamand, son développement électoral est passé par une diversification de son positionnement sur les enjeux. Néanmoins, cette question de la primauté du positionnement sur les questions institutionnelles continue d'agiter le parti.

En matière philosophique, la VU se décline comme l'une des premières formations politiques transversales en Belgique. Elle se présente comme un parti qui traverse les piliers, organisations sociales qu'elle dénonce fréquemment. Malgré le fait qu'elle ait des origines chrétiennes, elle a vite recentré ses positions et exige sur cette question l'égalisation dans la loi de l'enseignement libre avec l'enseignement officiel, voire la synthèse des réseaux. Cette optique fondatrice du parti est maintenue et rappelée à de nombreuses reprises. Elle est d'ailleurs reprise par les deux formations héritières de la VU. La N-VA est une fervente critique de la polarisation. Cependant, en matière de choix moraux et éthiques, la N-VA présente un profil plus conservateur.

La VU est aussi l'un des premiers partis à se positionner sur de nouvelles thématiques, notamment de démocratie participative (consultation populaire, referendums, etc.). Elle partage alors de nombreuses positions communes avec les nouveaux partis écologistes. Sur ce point, la N-VA ne suit pas l'héritage de la VU. Alors que dans son programme de 1999, la VU défend le referendum contraignant et l'élection directe des bourgmestres⁴⁰, la N-VA met en garde contre les dangers de ces mesures et défend la démocratie représentative⁴¹. La question du renouveau démocratique est mise de côté dans le programme.

C'est en matière socio-économique que les divisions se font le plus sentir. La VU opte pour une position de centre droit jusque vers le milieu des années 1960, pour ensuite se déplacer vers le centre dans les années 1970, et enfin endosser des positions de libéralisme social à partir de la fin des années 1980⁴². Anciaux accentue cette option dans les années 1990. La création d'ID21 s'inscrit dans cette logique de réaligement. Le rapport du parti à ID21 est source de tensions. La N-VA se distancie rapidement de l'héritage de centre gauche de la VU. Par exemple, si tant le programme de 1999 de la VU que celui de 2003 de la N-VA évoquent la question des pièges à l'emploi, la VU propose une diminution des taxes sur les revenus les plus faibles afin de rendre

⁴⁰ VU, *Programme électoral de 1999*, p. 9.

⁴¹ N-VA, *Programme électoral de 2003*, p. 26.

⁴² L. De Winter, « Regionalist parties in Belgium: the rise, victory and decay of the Volksunie », *op. cit.*, p. 30.

les emplois plus attractifs⁴³, la N-VA suggère que les aides sociales soient soumises au même régime fiscal que les faibles revenus⁴⁴. Alors que la VU entend combattre la fraude et l'évasion fiscales, la N-VA propose un régime plus favorable pour les indépendants⁴⁵. En 2010, elle suggère de combattre la fraude sociale. Cet exemple illustre un passage clair vers un positionnement ancré à droite sur les questions socio-économiques.

Enfin, sur les questions de *law and order* et ethnocentrisme-universalisme, la N-VA a opéré un tournant important par rapport à la VU. Le parti se positionne de manière de plus en plus affichée sur les versants sécurité/discipline et ethnocentrisme. Alors qu'en 2012, Bart De Wever se distancie clairement du VB en évoquant une barrière infranchissable sur les questions de droits fondamentaux, droits humains et la Convention de Genève, il revient sur cette position en septembre 2015⁴⁶. De même, alors que le parti soutenait le Pacte des Nations unies sur les migrations, il fait de l'adoption de celui-ci un motif pour faire tomber le gouvernement, sous la pression des sondages montrant la remontée du VB au détriment de la N-VA⁴⁷. Néanmoins, le parti se distingue du VB par des programmes aux accents moins populistes et moins radicaux⁴⁸. En revanche, la communication de certaines figures du parti, et en particulier Theo Francken, comporte des accents populistes mais aussi ethnocentriques clairs, inspirés d'une fascination pour Donald Trump⁴⁹. On constate une forme de répartition des tâches entre personnalités du parti, chacune ayant pour mission de « parler » à un segment de l'électorat du parti. Ces tentatives de séduction simultanée d'électeurs de centre droit et d'extrême droite placent le parti dans une position d'équilibrisme parfois fragile.

Oppositions sur le projet régionaliste (radicalisme et exclusivité *versus* modération relative et ouverture) et sur les questions socio-économiques (relations aux nouveaux mouvements sociaux) sont les deux clés pour comprendre les divergences ayant mené à la scission de la VU et pour comprendre les principales divergences entre les deux formations « héritières » de la VU. Au sein de la N-VA, si les positionnements politiques ont été tranchés, la question de la saillance à donner aux enjeux institutionnels reste un sujet sensible.

⁴³ VU, *Programme électoral de 1999*, p. 46.

⁴⁴ N-VA, *Programme électoral de 2003*, p. 16.

⁴⁵ N-VA, *Programme électoral de 2003*, p. 18.

⁴⁶ « Lorsque Bart De Wever se contredit sur la Convention de Genève », RTBF, 23 septembre 2015.

⁴⁷ « Un document prouve que la N-VA soutenait le Pacte migratoire », *Le Soir*, 30 novembre 2018.

⁴⁸ É. van Haute, T. Pauwels, D. Sinardet, « Sub-state nationalism and populism: the cases of the Vlaams Belang, New Flemish Alliance and DéFI in Belgium », *Comparative European Politics*, 16(6), 2018, p. 954-975.

⁴⁹ « Theo Francken ne tarit pas d'éloges au sujet de Donald Trump », *La Libre Belgique*, 3 novembre 2019.

Conclusion

Ce chapitre a présenté la N-VA au prisme de ses origines, son organisation, ses performances électorales, son rapport au pouvoir et son positionnement idéologique. Sur chaque point, il est difficile de comprendre la N-VA sans évoquer son prédécesseur, la VU. Elle en est l'héritière et leurs trajectoires sont indissociables.

À certains égards, la N-VA a pu s'appuyer sur une part de l'électorat, des adhérents, de l'ancrage local et des ressources financières de la VU. Sur d'autres plans, elle peut être considérée comme un nouveau parti. Elle a dû se reconstruire une élite et former des mandataires, et ce, relativement rapidement suite à ses succès électoraux. Ses choix organisationnels traduisent également une volonté centralisatrice forte, incarnée par la figure de son leader et président, Bart De Wever. En particulier, le parti se distancie progressivement de plus en plus de la VU sur le plan idéologique, combinant le nationalisme flamand démocratique à des positions de droite sur les questions socio-économiques et des positions ethnocentriques. En cela, la N-VA tente de réaliser ce que l'Open VLD de Guy Verhofstadt rêvait de faire : devenir le parti de droite dominant en Flandre. Si elle y est parvenue sur le plan électoral durant la décennie 2010, ce n'est pas sans poser des défis pour l'avenir. Ces défis restent similaires à ceux de la VU en son temps. Le noyau dur nationaliste flamand reste limité sur le plan électoral mais constitue l'ADN du parti. Comment dès lors ne pas l'aliéner tout en répondant également à une base et un électorat plus large et moins centré sur ces questions ? La stratégie de participoposition adoptée par le parti peut-elle tenir sur le long terme ? Et comment construire une organisation durable qui dépasse la personnalité de son président ? Ces questions sont cruciales pour la pérennité du parti.

Bibliographie

- Beyens S., Deschouwer K., van Haute É., Verthé T., « Born again, or born anew: Assessing the newness of the Belgian New-Flemish Alliance (N-VA) », *Party Politics*, 23(4), 2017, p. 389-399.
- De Winter L., « Regionalist parties in Belgium: the rise, victory and decay of the Volksunie », in De Winter L. (éd.), *Non-state wide parties in Europe*, Barcelone, ICPS, 1994.
- Delwit P., *La Vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 3^e édition, 2012.
- Delwit P., Hellings B., « Les accords du Lambermont-Saint-Polycarpe », *L'Année sociale 2001, 2002*, p. 43-58.
- Delwit P., Pilet J.-B., « Fédéralisme, institutions et vie politique. Stabilité, instabilité et retour », in *L'État de la Belgique. 1989-2004. Quinze années à la charnière du siècle*, Bruxelles, De Boeck, 2004, p. 43-79.
- Delwit P., van Haute É., « L'implosion et la fin d'un parti : la Volksunie », *L'Année sociale 2001, 2002*, p. 13-24.
- Deschouwer K., Delwit P., Hooghe M., Rihoux B., Walgrave S. (éds), « Attitudes et comportements des électeurs lors du scrutin du 25 mai 2014 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2225, 2014.
- Dewachter W., Degraeve-Lismont E., Tegenbos G., « The Effect of Opposition on Government Policy », *European Journal of Political Research*, 5(3), 1977, p. 245-265.

Hasquin H. (éd.), *Dictionnaire d'histoire de Belgique*, Bruxelles, Didier Hatier, 1988.

Menu P., *Congresresoluties van de Vlaamse politieke partijen. I. De Volksunie 1955-1993*, Gand, Steenpunt Sociopolitiek Systeem, 1994.

Müller-Rommel F., « Ethno-regionalist parties in Western Europe: empirical evidence and theoretical considerations », in De Winter L. (éd.), *Non-state wide parties in Europe*, Barcelona, ICPS, 1994, p. 181-198.

N-VA, Manifeste de la N-VA, « 21 points devant guider l'entrée de la Flandre dans le 21^e siècle », adopté le 13 octobre 2001.

Noppe J., Wauters B., « Het uiteenvallen van de Volksunie en het ontstaan van de N-VA en Spirit: een chronologisch en morfologisch overzicht (juni 1999-juli 2002) », *Res Publica*, 44(2-3), 2002, p. 397-471.

Pilet J.-B., van Haute É., « The Federal Elections in Belgium, June 2007 », *Electoral Studies*, 27, 2008, p. 547-577.

Pilet J.-B., Kern A., Gallina M., Lefevère J., Deschouwer K., Baudewyns P., « Les principaux chiffres et tendances des élections du 26 mai 2019 », in Pilet J.-B., Baudewyns P., Deschouwer K., Kern A., Lefevère J. (éds), *Les Belges haussent leur voix. Une analyse des comportements électoraux du 26 mai 2019*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2020, p. 9-21.

Seiler D.-L., *Les Partis autonomistes*, Paris, PUF, 1982.

Smits J., *Democratie op straat: een analyse van de betogingen in België*, Louvain, Acco, 1984.

Van Erkel P., Lefevère J., Walgrave S., Jennart I., Kern A., Marien S., Baudewyns P., « Des transferts de voix avant ou pendant la campagne ? Une étude sur les transferts électoraux lors des élections 2019 en Belgique », in Pilet J.-B., Baudewyns P., Deschouwer K., Kern A., Lefevère J. (éds), *Les Belges haussent leur voix. Une analyse des comportements électoraux du 26 mai 2019*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2020, p. 29-58.

van Haute É., « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti », in Delwit P. (éd.), *Les Partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 243-264.

van Haute É., « La N-VA : avancer à reculons », *La Revue nouvelle*, 2009.

van Haute É., « Party membership in Belgium: From the cradle to the grave? », in van Haute É., Gauja A. (éds), *Party members and activists*, Londres, Routledge, 2015, p. 34-49.

van Haute É. *et al.*, « MAPP – Party Membership Figures in 32 countries. 1945-2014 », MAPP Project Data Archive, 2015, <http://www.projectmapp.eu>.

van Haute É., Pilet J.-B., « Regionalist Parties in Belgium (VU, FDF, RW): Victims of their own success? », *Regional and Federal Studies*, 16(3), 2006, p. 297-313.

van Haute É., Pauwels T., Sinardet D., « Sub-state nationalism and populism: the cases of the Vlaams Belang, New Flemish Alliance and DéFI in Belgium », *Comparative European Politics*, 16(6), 2018, p. 954-975.

Wauters B., « Een verscheurende keuze. Analyse van het stemgedrag van de VU-leden bij de ledenbevraging over het voortbestaan van de partij », *Res Publica*, 44(1), 2002, p. 3-26.

Wauters B., « Enquête bij partijleden van N-VA en Open VLD: Eerste resultaten », *Research note*, Gand, Hogeschool Gent, 2013.

Wecker K., Maddens B., *Het geld van de partijen*, Louvain, Acco, 2009.

Witte E., Craeybeckx J., *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Labor, 1987.